

*Les lettres d'actualité – Italie*

**Sostenibile**

*La lettre de l'industrie et du développement durable*

n°35 – Mars 2021

## SOMMAIRE

<b>Impacts covid.....</b>	<b>2</b>
<i>Contrôle des normes anti-covid dans les transports en commun : 10% d'infractions.....</i>	<i>2</i>
<i>Impact financier de la crise sur les aéroports romains.....</i>	<i>2</i>
<b>Transports et Infrastructures .....</b>	<b>2</b>
<i>Alitalia : avenir incertain suspendu au feu vert de la Commission .....</i>	<i>2</i>
<i>Ferrovie dello Stato Italiane a émis sa troisième obligation verte.....</i>	<i>3</i>
<b>Environnement, énergie et climat .....</b>	<b>3</b>
<i>Vers un service civique environnemental ? .....</i>	<i>3</i>
<i>Alerte sur l'état des zones humides.....</i>	<i>4</i>
<i>Reconversion de la dernière mine de charbon italienne .....</i>	<i>4</i>
<i>L'agence publique ENEA lance un projet pilote pour la production d'hydrogène vert économique à base d'oxydes solides.....</i>	<i>4</i>
<b>Industrie.....</b>	<b>4</b>
<i>Future usine de recyclage de plastique à Molise.....</i>	<i>4</i>
<b>Numérique et télécommunications .....</b>	<b>4</b>
<i>Grève nationale des employés de la logistique Amazon.....</i>	<i>4</i>
<i>Grève des livreurs des plateformes numériques .....</i>	<i>5</i>

## IMPACTS COVID

### **Contrôle des normes anti-covid dans les transports en commun : 10% d'infractions**

Suite à une inspection diligentée par le ministère de la Santé, 10% des 693 bus, trains et tramways inspectés dans diverses villes italiennes, Rome, Viterbo, Rieti, Frosinone, Latia, Varese et Grosseto, ont révélé des traces de virus ou des passagers positifs. Les traces ont été identifiées sur les distributeurs de billets, les poignées et les barres de soutien pour les passagers, les boutons demandant un arrêt, ainsi que sur les sièges.

Les Carabinieri se veulent rassurant déclarant dans un communiqué. "La constatation de la présence de matériel génétique du virus sur les surfaces des moyens de transport révèle avec certitude le transit et le contact d'individus infectés à bord de ces moyens, déterminant la permanence d'une trace virale, mais elle n'est pas nécessairement l'indice d'une capacité de virulence effective ou de la vitalité du virus lui-même."

L'étude a montré qu'environ 10% des cibles contrôlées présentaient plus d'un défaut dans le respect des mesures en question : du nettoyage et de l'assainissement des véhicules à l'absence de panneaux d'information sur les règles de conduite à bord des véhicules et le nombre maximum de personnes autorisées. Les amendes infligées pour infraction aux normes d'hygiène et de sécurité s'élèvent à 25 000 euros.

### **Impact financier de la crise sur les aéroports romains**

Les documents financiers d'Aeroporti di Roma S.p.A. mettent en lumière la baisse drastique du trafic et le manque à gagner subséquent. Le trafic passagers a diminué en 2020 de 76,8% par rapport à 2019, avec 11,5 millions de passagers ayant transité à Fiumicino et Ciampino. En particulier, après les valeurs minimales enregistrées en avril et mai 2020, les vols domestiques ont connu une légère reprise, clôturant avec une variation de -67,5 % par rapport à 2019. Les liaisons européennes ont connu une plus grande contraction de -77,1 % et les vols hors UE une baisse de -84,2 % (dont -86,0 % liés aux liaisons long-courriers).

Le résultat d'exploitation consolidé des aéroports, qui s'élève à 260,7 millions d'euros, a chuté de 72,3% (-681 millions d'euros) par rapport à l'année précédente, enregistrant une tendance négative dans toutes les composantes. Les activités aéronautiques, qui sont directement liées à la performance du trafic, ont diminué de 74,6 %, tandis que les autres activités dans leur ensemble ont enregistré une baisse de 66,5 %. L'EBIT du groupe a été négatif à 123,6 millions d'euros, soit une baisse de 552,5 millions d'euros par rapport à 2019. L'exercice s'est soldé par une perte de 143,4 millions d'euros, contre un bénéfice de 245,2 millions d'euros enregistré en 2019.

Afin de préserver les liquidités, il a été décidé de ne pas procéder à la distribution de dividendes au cours de l'année 2020, en reportant le bénéfice 2019 de 245,2 millions d'euros. Au cours de l'année, de nouvelles sources de financement ont été trouvées pour un total de 980 millions d'euros, tant sur le marché obligataire que sur le marché bancaire, portant la liquidité du Groupe à 1 097 millions d'euros au 31/12/2020. En particulier, fin novembre 2020, ADR a lancé sa première obligation verte dédiée aux investisseurs institutionnels. L'opération a été très réussie, recevant douze fois plus de demandes que ce qui était proposé.

## TRANSPORTS ET INFRASTRUCTURES

### **Alitalia : avenir incertain suspendu au feu vert de la Commission**

Malgré quatre restructurations en deux décennies, Alitalia continuait de perdre 1,8 millions d'euros par jour avant la pandémie. En 2017, la compagnie a été placée sous administration extraordinaire,

équivalent du redressement judiciaire français. En mars 2021, la compagnie n'a pu payer que la moitié des salaires provoquant une mobilisation du personnel.

Au total, depuis 2008, Alitalia aurait reçu plus de 5 milliards d'euros de renflouement par l'Etat en incluant les 3Md€ que le gouvernement italien souhaite injecter.

#### Money in the Sky

Keeping Alitalia flying cost Italian taxpayers at least EU5.4b since 2008

Year	Amount	Reason
2008-2013	EU405m	Bridge loan, interest, Poste contribution
2014-2017	75	Poste contribution
2017-2020	1,200	Bridge loan, interest
2020	400	Pre-Covid bridge loan
2020	272	Covid-related state aid
2020	3,020	Allocated for capital injection + creation of new company

Sources: University of Milano Bicocca, Mediobanca, Bloomberg

L'Etat italien souhaite ardemment sauver cette compagnie utile pour son tourisme qui représente 13% du PIB. Les trois ministres chargés du dossier, M. Giorgetti, ministre du Développement économique, M. Franco, ministre des Finances et M. Giovannini, ministre des Infrastructures et de la mobilité durables, ont rencontré la Commission à de nombreuses reprises. Ils promeuvent le plan de relance italien qui prévoit la reprise du groupe Alitalia par la newco ITA, avec une dotation initiale d'environ 50 avions et 5500 employés (pm, 11 000 actuellement), qui augmentera graduellement pour atteindre 9 500 employés et 110 avions dont 83 de nouvelle génération en 2025.

La Commission n'est pas encore satisfaite par le plan italien souhaitant obtenir des garanties quant à la discontinuité avec la compagnie existante, sa rentabilité et la cession de créneaux d'atterrissage et de décollage aux autres concurrents.

#### **Ferrovie dello Stato Italiane a émis sa troisième obligation verte**

Il s'agit de la 3ème et de la plus importante à ce jour avec une valeur nominale de 1 milliard d'euros et d'une durée de 7 ans. Le coupon a été fixé à 0,375 %, avec un écart final de 60 points de base au-dessus du taux de référence mid-swap. Le total des commandes s'est élevé à environ 1,75 milliard d'euros, provenant d'environ 90 investisseurs, avec une forte demande de l'Italie et environ 35 % de l'étranger, les commandes principales provenant de l'Italie et de la France.

## ENVIRONNEMENT, ENERGIE ET CLIMAT

### **Vers un service civique environnemental ?**

Un groupe de parlementaires a proposé au gouvernement de créer un service civique environnemental destiné aux jeunes jusqu'à 35 ans qui seraient rémunérés grâce au plan de relance. L'Etat prendrait en charge 80% du salaire et la structure employeur aurait 20% de reste à charge. Le domaine d'action serait la prévention contre les risques hydrogéologiques qui touchent le pays. Les députés soulignent que les deux tiers des glissements de terrain enregistrés au plan européen se produisent en Italie. Les régions du Latium et des Abruzzes présentent un risque d'inondation moyen ou élevé. Les 3,5Md€ de dommages versés chaque année pourraient être fléchés au bénéfice de la prévention. Les jeunes en service civique contribueraient également à des actions de prévention des changements climatiques.

Le ministre de la Transition écologique, R. Cingolani, a accueilli favorablement la proposition, toutefois sans l'entériner à ce stade : « J'ai lu et apprécié la proposition de créer un service civil pour l'environnement et l'appel bipartisan qui m'a été adressé. C'est une excellente idée : je crois qu'elle peut constituer une opportunité valable de formation et de travail pour les jeunes, une voie professionnalisante pour les préparer aux futurs défis de la transition écologique. Une réflexion est en cours pour évaluer comment l'inclure dans le plan de relance les initiatives connexes. C'est certainement une voie à explorer. »

### ***Alerte sur l'état des zones humides***

L'Italie a ratifié la convention de protection des zones humides « Ramsar » en 1976 et inscrit 53 sites. Toutefois, l'urbanisation croissante et le défaut d'entretien ont dégradé leur état. Selon l'ONG WWF, au cours du siècle dernier, 64% des zones humides italiennes ont été détruites, 41% des rivières italiennes ont un état de conservation insatisfaisant et 80% des lacs n'ont pas le bon état écologique requis par les normes européennes.

### ***Reconversion de la dernière mine de charbon italienne***

La région Sardaigne, à travers la société publique CarboSulcis, a lancé un projet de reconversion énergétique dans la mine de charbon de Monte Sinni, la dernière en Italie à avoir été arrêtée en 2013. L'objectif du projet est d'installer 35 MW d'énergies renouvelables, de reconvertir les infrastructures minières en installations de production de gaz rares (argon 40, oxygène 18 et autres) et de créer une ferme de spiruline, fertilisée avec les déchets de la mine, riches en carbone.

### ***L'agence publique ENEA lance un projet pilote pour la production d'hydrogène vert économique à base d'oxydes solides***

L'agence nationale des énergies alternatives ENEA a lancé un projet industriel pour la réalisation d'un prototype d'électrolyseur à oxydes solides, alimenté par des sources renouvelables. L'objectif est de produire de l'hydrogène vert à un coût inférieur à 2€/kg, soit le seuil de rentabilité de ce combustible. Le projet, dont le coût de 2,7 M€ est financé presque entièrement par le partenariat public-privé européen FCH JU, est porté par ENEA (chef de file), par la fondation italienne Bruno Kessler, par le groupe espagnol IMDEA Energy et par l'institut suisse EPFL. Les partenaires industrielles sont l'italo-suisse Solidpower, producteur des électrolyseurs, et le groupe italien Maire Tecnimont.

## **INDUSTRIE**

### ***Future usine de recyclage de plastique à Molise***

Unilever et l'entreprise italienne Seri Plast convertiront l'usine Unilever, qui produit actuellement des détergents pour le nettoyage de la maison et des vêtements, en un des sites les plus avancés d'Europe pour la production de plastique recyclé et le seul dans le sud de l'Italie capable de récupérer des matières plastiques mixtes à partir de déchets de post-consommation. L'accord prévoit que les travailleurs de l'usine seront tous employés sur le nouveau site. La conversion s'effectuera sur une période de 18 à 24 mois. Le projet est candidat à un financement national pour soutenir un investissement total estimé à 75 millions d'euros.

## **NUMERIQUE ET TELECOMMUNICATIONS**

### ***Grève nationale des employés de la logistique Amazon***

Les syndicats italiens ont organisé, le 22 mars, une grève de 24 heures dans les sites logistiques Amazon. Selon les représentants des travailleurs, le taux de participation a été de 75 %, avec un pic

de 95 % dans la région de Milan, où le groupe américain est particulièrement présent. Les syndicats contestent la politique de ressources humaines d'Amazon, notamment la gestion des employés, en particulier des livreurs, par des algorithmes qui ne tiennent pas compte de la situation réelle (circulation, etc.), le manque de pauses suffisantes dans les tours de travail ainsi que l'usage excessif de contrats à durée déterminée, qui dans certains entrepôts représentent la majorité des emplois.

### **Grève des livreurs des plateformes numériques**

Le 26 mars, les associations et syndicats des livreurs des plateformes numériques telles que Deliveroo, Just Eat, Glovo, Uber Eats, ont organisé une grève nationale pour obtenir le statut de salariés et demander la signature d'un contrat-type national, selon le modèle appliqué à la plupart des autres catégories de salariés (ouvriers, employés, etc.). Des manifestations ont eu lieu dans une trentaine des principales villes italiennes. Les associations contestent également l'accord-cadre, qu'ils caractérisent d'« arnaque qui maintient le statu quo » signé par le syndicat de droite UGL avec l'association des plateformes numériques en début 2021. Récemment, le groupe Just Eat a annoncé son intention d'introduire, pour ses livreurs, des contrats d'embauche prévoyant salaire, arrêts maladie, sécurité sociale et cotisations.

Retrouvez nos dernières publications sur le site « [Italie](#) » de la Direction Générale du Trésor

Le Service économique régional de Rome publie également une lettre d'information économique et financière : « **Regards sur l'économie italienne** ». Elle est consultable en suivant [ce lien](#).

#### Copyright :

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional (adresser les demandes à [rome@dgtrésor.gouv.fr](mailto:rome@dgtrésor.gouv.fr)).

#### Clause de non-responsabilité :

Le service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : SER de Rome - Ambassade de France en Italie - Service économique régional - © DGTRESOR.  
Responsable de la publication : Frédéric Kaplan

Adresse : Piazza Farnese 48  
00186 Rome  
ITALIE

Rédigé par Federico Tassan-Viol et Claire Bergé

**TRÉSOR**  
DIRECTION GÉNÉRALE et Service économique régional